 GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

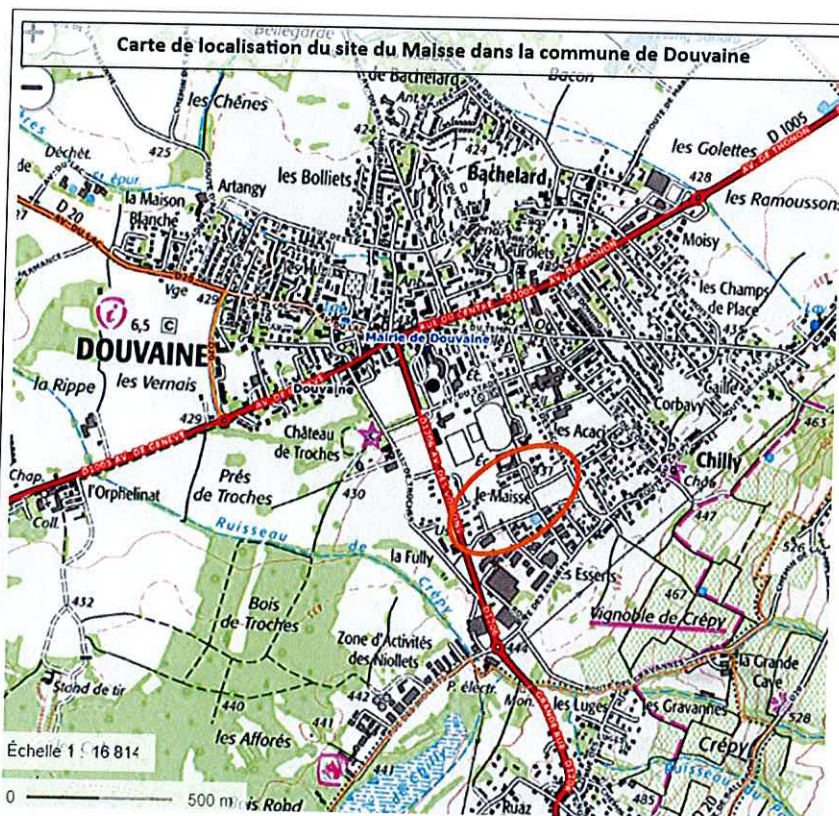
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

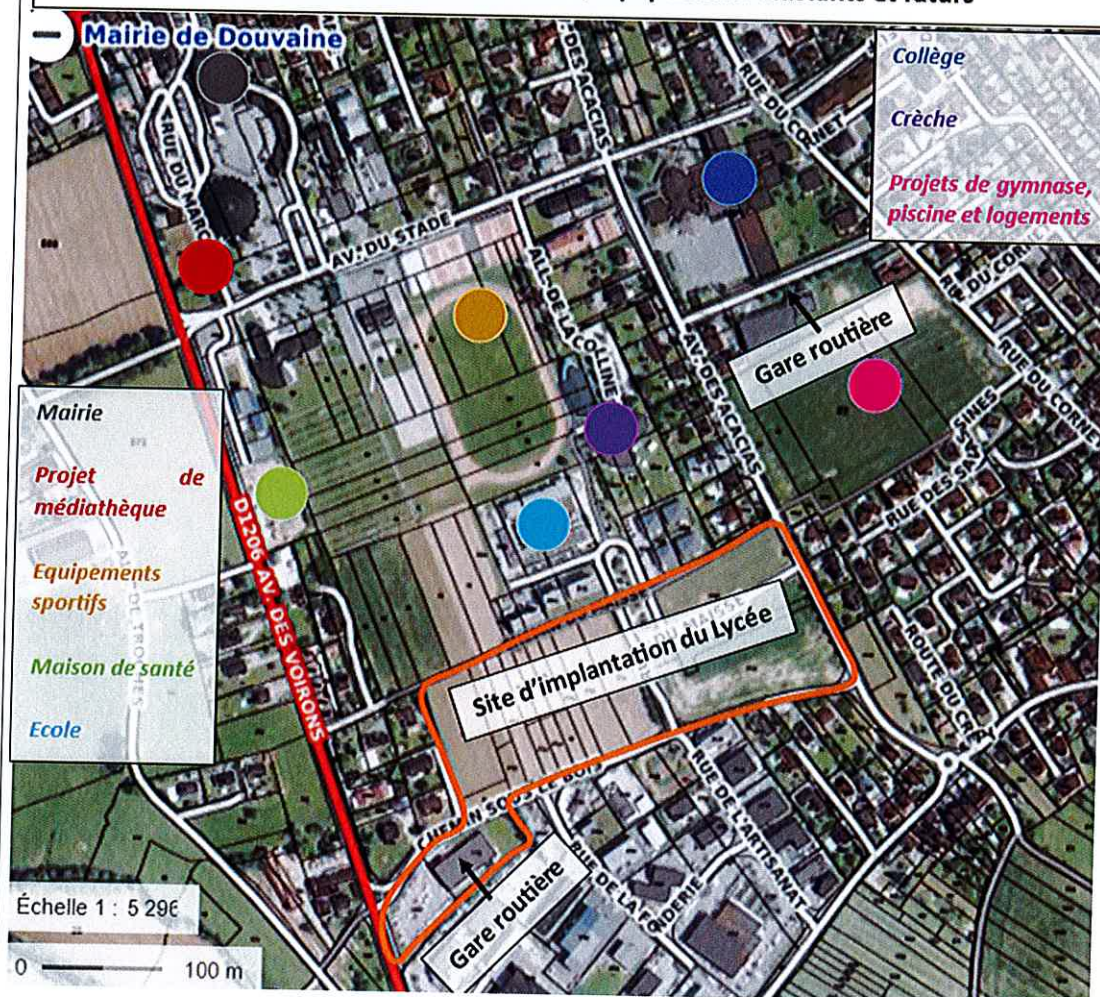
Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
THONON AGGLOMERATION
SIRET/SIREN : 20006755100016
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Impasse de Thénrières 74140 BALLAISON
Monsieur le Président de Thonon Agglomération Monsieur Christophe Arminjon <i>A noter que le projet concerne un lycée, qui relève d'une compétence régionale.</i>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Laroche Thomas, responsable du service urbanisme
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Ludivine Germain, Urbaniste EPODE Annecy / Chambéry
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
t-laroche@thononagglo.fr +33 (0)4 50 31 25 00 / l.germain@epode.eu 0603313012

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(ii))
PLUi
2.2 Intitulé du document
PLUi du Bas Chablais
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLUi approuvé le 25 février 2020, ayant fait l'objet et d'une déclaration de projet n°1 approuvée le 27 septembre 2022 (groupe scolaire – commune de Sciez), d'une modification de droit commun n°1, d'une modification simplifiée n°2 approuvées le 20 décembre 2022. Une déclaration de projet n°2 est en cours (Equipement public / commune d'Excenevex) https://dl.thononagglo.fr/s/YFpSsFig5Qoi4QP
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
17 communes de l'ancienne Communauté de Communes du Bas Chablais : Douvaine, Sciez, Bons-en-Chablais, Veigy-Foncenex, Chens-sur-Léman, Messery, Anthy-sur-Léman, Margencel, Massongy, Loisin, Ballaison, Excenevex, Brenthonne, Yvoire, Fessy, Lully, Nernier
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Commune de Douvaine – secteur du Maisse : Le site du Maisse se situe en continuité sud du centre-bourg historique. Il est localisé au centre de l'enveloppe urbaine, et compose actuellement le pôle d'équipements de la commune en accueillant : crèche, école, collège, équipements sportifs, maison de santé, mairie. Il est au cœur du développement futur de la commune avec l'accueil du futur lycée en partie sud, de la piscine et du gymnase, mais aussi d'opérations de logements denses, et des réflexions de réaménagement global des espaces publics, des liaisons douces et des circulations. Le projet se situe en entrée de ville sud, après la zone des Esserts, dont l'accès principal se situe par la RD1206 puis par le chemin sous le Bois. Il est délimité au nord par du bâti résidentiel (petits collectifs et intermédiaires) et des espaces agricoles insérés dans la zone d'équipements, à l'est par l'avenue des Acacias bordée par des logements résidentiels pavillonnaires, au sud par des bâtiments d'activités (artisanats et commerces) et de façon mineure par de l'habitat pavillonnaire, et à l'ouest par de l'habitat résidentiel peu dense et par la RD1006 pour la partie future gare routière.



Carte zoomée sur le site du Maisse, équipements existants et futurs



Annexe II

--

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Chablais approuvé le 30 janvier 2020
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône Méditerranée SRCE Rhône-Alpes LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES et LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES Plan Climat Air Energies Territorial de l'Agglomération
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
29 octobre 2019
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

<i>Non lié à la procédure en cours</i>
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification simplifiée du PLUi approuvée le 20 décembre 2022 <i>Pour mémoire, la déclaration de projet n°1 approuvée le 27 septembre 2022 (commune de Sciez), la déclaration de projet n°2 en cours (commune d'Excenevex) et la modification de droit commun n°1 approuvée le 20 décembre 2022 ont fait l'objet d'évaluations environnementales</i>

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
<p>Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi du Bas Chablais et du SCoT du Chablais</p> <p>L'intercommunalité dispose d'un projet d'intérêt général, porté par la Région, déjà identifié dans le cadre du SCoT du Chablais et de l'élaboration du PLUi du Bas Chablais : le lycée. Néanmoins, si le projet avait bien été prévu dans le cadre du SCoT, la commune qui devait l'accueillir à l'époque était Bons-en-Chablais. Depuis, le projet a évolué et prévoit une localisation sur la commune de Douvaine. Concernant le PLUi, le projet était inscrit dans le PADD à Bons-en-Chablais également, son emplacement règlementaire restait encore à déterminer.</p> <p>Le projet ne peut se réaliser sur le zonage existant du PLUi, et la localisation identifiée dans le PADD a évolué, c'est pourquoi la Déclaration de Projet entraînant mise en compatibilité du PLUi est requise. De plus, le projet nécessite également la mise en compatibilité du SCoT du Chablais puisqu'il prévoyait le lycée à Bons-en-Chablais et que le projet nécessite un déplacement de surface commerciale pour la réalisation de la gare routière, non compatible actuellement avec le DAAC.</p> <p>En application de l'article L300-6 du code de l'urbanisme, « l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction.</p> <p>Les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L.153-59 sont applicables sauf si la déclaration de projet adoptée par l'Etat, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme ».</p> <p>La procédure de Déclaration de projet est menée conjointement sur la base du même projet, pour la mise en compatibilité du SCoT du Chablais et du PLUi du Bas Chablais, notamment au titre des articles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant le SCoT : L143-40 à L143-43 - Concernant le PLUi : L153-54 à L153-59.

Le Conseil Syndical du SIAC et le Conseil Communautaire de Thonon Agglomération, compétents en matière d'urbanisme pour le SCoT et le PLUi, conduisent conjointement la procédure de Déclaration de Projet pour le lycée à Douvaine, entraînant mise en compatibilité du SCoT du Chablais et du PLUi du Bas Chablais.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Territoire du PLUi Bas Chablais 40 176 habitants (2017)

Commune concernée par la procédure : Douvaine = 6483 (recensement complet de 2019)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	2256,9 ha	14,1%	2261,1 ha	14,1%
zones 1 AU	109,3 ha	0,7%	105,1 ha	0,7%
zones 2 AU	27,2 ha	0,2%	27,2 ha	0,2%
zones A	6801,4 ha	42,6%	6801,4 ha	42,6%
zones N	6768,3 ha	42,4%	6768,3 ha	42,4%
Total	15 963,1 ha	100%	15 963,1 ha	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Les axes du PADD du PLUi du Bas Chablais, approuvé en février 2020 sont les suivants :

- Conforter les capacités d'interconnexion du territoire
- Créer les conditions favorables à une meilleure cohésion sociale
- Garantir la pérennité des ressources du territoire
- Accroître les capacités de création de richesse territoriale

L'Objectif n°23 : Maîtriser le développement urbain et modérer la consommation foncière ; au sein de l'axe « Garantir la pérennité des ressources du territoire, traite plus particulièrement de la modération de la consommation d'espaces, et notamment le paragraphe suivant :

« Limiter la consommation foncière de l'ordre de 50 % à l'échelle du futur PLUi, pour ce qui est des espaces consommés en extension de l'enveloppe urbaine et des tènements importants en superficie au sein de l'enveloppe urbaine. (Source : base de données Occupation du Sol) »

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

L'intercommunalité dispose d'un projet d'intérêt général, déjà identifié dans le cadre du SCoT du Chablais et de l'élaboration du PLUi du Bas Chablais : le lycée, porté par la Région. Néanmoins, si le projet avait bien été prévu dans le cadre du SCoT, la commune qui devait l'accueillir à l'époque était Bons-en-Chablais. Depuis, le projet a évolué et prévoit une localisation sur la commune de Douvaine. Concernant le PLUi, le projet était inscrit dans le PADD à Bons-en-Chablais également, son emplacement règlementaire restait encore à déterminer.

Le projet ne peut se réaliser sur le zonage existant du PLUi, et la localisation identifiée dans le PADD a évolué, c'est pourquoi la Déclaration de Projet entraînant mise en compatibilité du PLUi est requise.

De plus, le projet nécessite également la mise en compatibilité du SCoT du Chablais puisqu'il prévoyait le lycée à Bons-en-Chablais et que le projet nécessite un déplacement de surface commerciale pour la réalisation de la gare routière, non compatible actuellement avec le DAAC.

L'objectif de la procédure et la mise en compatibilité du PLUi du Bas Chablais et du SCoT du Chablais, afin de permettre le projet d'intérêt général à Douvaine secteur du Maisse.

Pour ce qui est du PLUi, la mise en compatibilité concernera :

- La mise à jour du PADD sur la localisation du lycée,
- L'évolution du zonage sur le secteur du Maisse par la création d'une zone spécifique UEL et la transformation d'une partie de zone UY1 en UE. Notons que ce dernier est un secteur inséré dans l'enveloppe urbaine et dispose, pour l'heure, d'un zonage constructible (U et AU). Toutefois, la vocation n'est pas celle d'un équipement public tel que le lycée (1AUb, 1AUy1, UY1). C'est pourquoi, le zonage est revu, y compris les prescriptions : les prescriptions suivantes sont supprimées, n'étant plus d'actualité : Le périmètre de gel, inscrit sur la zone 1AUb, les emplacements réservés 197 et 198, dont les objets sont la création de voiries, le périmètre de l'OAP DOU4 concernant la zone 1AUy1.
- la création d'un règlement écrit spécifique pour la zone créée UEL.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui : Permettre l'ouverture de deux zones 1AU, dont les vocations n'étaient pas celles d'un équipement public (1AUb zone résidentielle mixte et zone 1AUy1 dédiée aux activités économiques de types commerciales et concernée par une OAP), en les transformant en zone UEL et UE (partie gare routière)

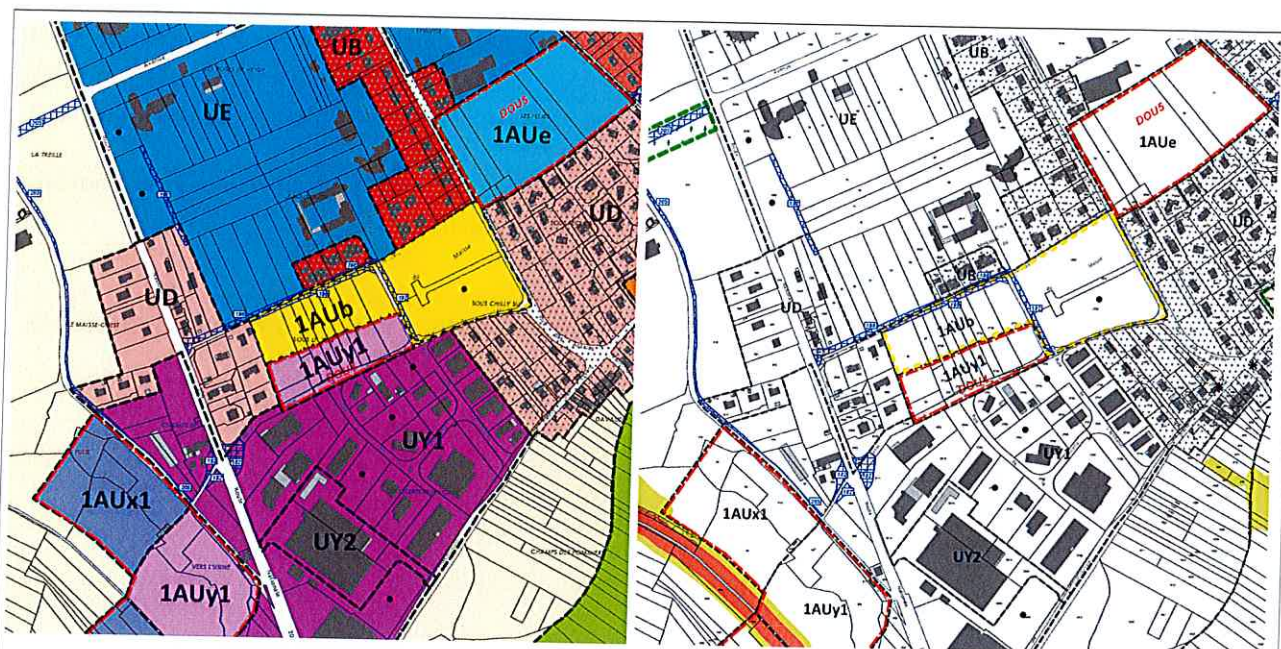
☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

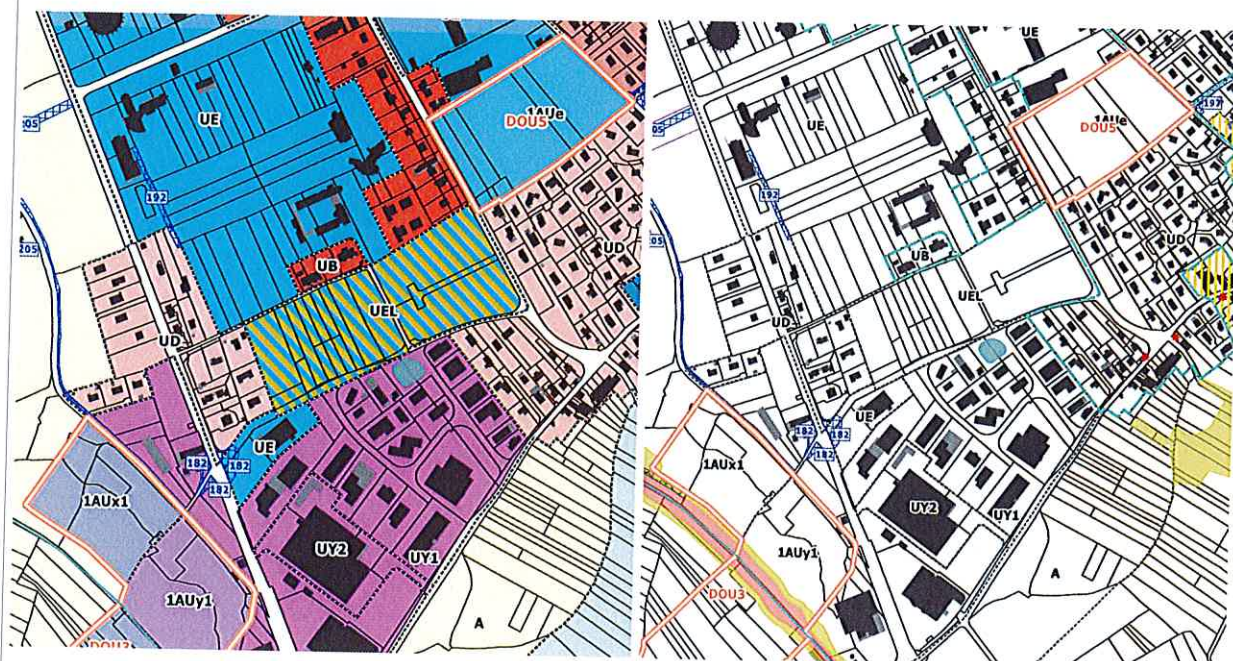
La future zone UEL consacrée au Lycée de Douvaine reprendra le périmètre des zones 1AUb, 1AUy1 soit un total de 4,2 ha environ.

Une partie de zone UY1 sera reclassée en zone UE pour permettre la réalisation de la gare routière (environ 0,6 ha).

Extraits cartographiques Avant procédure



Extraits cartographiques Après procédure



Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Annexe II

L'évaluation environnementale initiale du PLUi analysait les zones 1AU, particulièrement en pages 356 à 420 du rapport de présentation, Tome 2 (<https://dl.thononagglo.fr/s/YFpSsFig5Qoi4QP>). Les zones ont été classées selon des enjeux faible/moyen/fort. Notre zone était considérée en enjeu moyen et n'a pas fait, à l'époque d'investigation spécifique.

Dans le cadre de l'étude en cours, des inventaires faunistiques et floristiques ont été réalisés et apportent des précisions sur les enjeux spécifiques à notre zone (voir partie spécifique).

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<p><u>Description du projet :</u></p> <p>Le lycée sera un établissement polyvalent, il proposera une offre en enseignement général, technologique et professionnel, et permettra l'accueil d'environ 1700 élèves (1260 en général et technologique, 415 en filière professionnelle), de la seconde au BTS. Les filières technologiques et professionnelles seront notamment tournées vers les sciences et technologies de l'industrie et du développement durable, la coiffure, l'esthétique, la cosmétique, la parfumerie et la maintenance.</p> <p>Les effectifs encadrant, administratifs, professeurs, techniciens, sont estimés autour de 200 personnes.</p> <p>Le lycée comprendra la partie externat et ses locaux annexes, les ateliers, ainsi qu'un internat.</p> <p>Le projet se chiffrera aux alentours de 85 à 90 millions d'euros, « projet le plus ambitieux de la Région ARA » (moyenne habituelle entre 35 à 50 millions d'euros). « On veut en faire un équipement de très grande qualité, (...) avec les meilleures technologies en terme d'environnement » (Laurent Wauquier, lors de sa visite du site le 22 janvier 2022).</p> <p>Le démarrage des travaux est espéré pour 2026 et la livraison sera échelonnée de 2028 à 2030.</p> <p>L'enseignement général ouvrira dans un premier temps, avec un objectif pour 2028, puis ce seront les sections professionnelles à partir de 2030.</p> <p>La structure globale devrait proposer aux alentours de 25 000 m² de locaux, répartie du rez-de-chaussée à plus deux niveaux maximum.</p> <p>Les projets de piscine et de gymnase à proximité viendront en complément et seront aux services des élèves du lycée notamment. Les liens modes doux sécurisés entre ces structures seront aménagés et sont indispensables au bon fonctionnement de ce quartier en mutation. La réussite et la bonne intégration du projet tient également à une fluidité dans les nouvelles circulations induites par ce nouvel établissement. Aussi, le plan de circulation est réinterrogé, des espaces de stationnements et une gare routière sont prévus.</p> <p>Pour ce qui est du PLUi, la mise en compatibilité concernera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise à jour du PADD sur la localisation du lycée, - L'évolution du zonage sur le secteur du Maisse par la création d'une zone spécifique UEL et la transformation d'une partie de zone UY1 en UE. Notons que ce dernier est un secteur inséré dans l'enveloppe urbaine et dispose, pour l'heure, d'un zonage constructible (U et AU). Toutefois, la vocation n'est pas celle d'un équipement public tel que le lycée (1AUb, 1AUy1, UY1). C'est pourquoi, le zonage est revu, y compris les prescriptions : les prescriptions suivantes sont supprimées, n'étant plus d'actualité : Le périmètre de gel, inscrit sur la zone 1AUb, les emplacements réservés 197 et 198, dont les objets sont la création de voiries, le périmètre de l'OAP DOU4 concernant la zone 1AUy1. - la création d'un règlement écrit spécifique pour la zone créée UEL. <p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non : cas par cas projet pas encore déposé</p>

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)

– Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

– Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

– Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

– Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLUi du Bas Chablais est concerné par la loi Montagne : Fessy (totalement), Bons-en-Chablais et Brenthonne (partiellement). La commune de Douvaine n'est pas concernée par la loi Montagne
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLUi du Bas Chablais est concerné par la loi Littoral : Anthy-sur-Léman, Chens-sur-Léman, Excenevex, Margencel, Messery, Nernier, Sciez-sur-Léman, et Yvoire.

			La commune de Douvaine n'est pas concernée par la loi Littoral.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLUi est concerné par 4 sites Natura 2000 : FR 8212020 « LAC LEMAN » (ZPS), FR 8201710 « MASSIF DES VOIRONS » (ZSC), FR 8201722 « ZONES HUMIDES DU BAS CHABLAIS » (ZSC), FR 8201724 « MARAIS DE CHILLY ET DE MARIVAL » (ZSC).</p> <p>La commune de Douvaine est concernée par le site Natura 2000 du « Marais de Chilly et de Marival » (FR8201724 – ZSC)</p> <p>Cf Annexes cartographiques – Carte 1 : Zonages Natura 2000</p>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLUi et la commune de Douvaine ne sont pas concernés par un cœur de parc national.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLUi et la commune de Douvaine ne sont pas concernés par une réserve naturelle ou un périmètre de protection associé.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLUi est concerné par 2 sites classés et 12 sites inscrits.</p> <p>La commune de Douvaine est concernée par :</p> <p>Site classé : Tilleul au sud de l'église de Douvaine</p> <p>Site inscrit : Château de troches et son parc</p> <p>Cf Annexes cartographiques – Carte 2 : Sites inscrits et classés</p>
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune commune du PLUi n'est concernée par un PPRt.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Aucune commune du PLUi n'est concernée par un PPRn.</p> <p>La commune ne possède pas de PPRn, cependant une cartographie des aléas naturels a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du</p>

			dossier communal synthétique en 2002. Cf Annexes cartographiques – Carte 8 : Carte des aléas naturels de Douvaine
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il existe des sites classés ICPE sur le territoire du PLUi. Sites classés ICPE sur la commune de Douvaine : Rencast Leman (Z.I des Esserts), Thonon Agglomération (2 sites), CC du Bas Chablais Chaud. Biogaz, Coopérative laitière, fourrière municipale, GAEC le Pré du Moulin, GAEC le Vernais Dumont, les Cravis, Porcherie.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLUi n'est pas concerné par un périmètre de servitudes sur des terrains pollués. La commune de Douvaine n'est pas concernée par un périmètre de servitudes sur des terrains pollués.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLUi n'est pas concerné par un PPRm. La commune de Douvaine ne possède pas de PPRm.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un site patrimonial remarquable sur le territoire du PLUi : à Yvoire, arrêté de ZPPAUP le 05/09/2005, date de délibération en AVAP le 29/05/2015. La commune de Douvaine n'est pas concernée par un site patrimonial remarquable.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLUi compte 6 MH inscrits et 5 MH classés. Sur Douvaine, le Manoir Chapuis et l'ensemble urbain Häusermann-Costy sont classés au titre des monuments historiques avec un périmètre de protection de 500m. Cf Annexes cartographiques – Carte 3 : Monuments historiques et périmètres associés

Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLUi indique que : L'inventaire départemental des zones humides de la Haute-Savoie est réalisé et mis à jour régulièrement par ASTERS. Les données d'inventaire exploitées dans l'état initial ont été transmises par cet organisme en mars 2016. Au total, 117 zones humides sont inscrites à cet inventaire. Néanmoins, 13 d'entre elles sont répertoriées comme étant détruites. La commune de Douvaine est concernée par la présence de 18 zones humides répertoriées par le CEN74. L'une d'entre elle est classée en tant que zone humide ponctuelle. Une zone humide potentielle est également présente sur le territoire.</p> <p>Cf Annexes cartographiques – Carte 4 : Zones humides</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Cinq corridors « fuseau » sont identifiés au SRCE, à l'échelle du PLUi, à remettre en bon état. Les réservoirs de biodiversité recoupent les zonages d'inventaire et de protection, La Forêt de Planbois représente le réservoir de biodiversité majeur de l'intercommunalité, auquel s'ajoutent les sites Natura 2000 du Lac Léman, des réseaux des marais de Chilly et Marival et des zones humides du Bas Chablais.</p> <p>Aucun corridor écologique du SRCE n'est présent sur la commune de Douvaine. Cependant 12 réservoirs de biodiversité du SRCE se situent dans la commune.</p> <p>Cf Annexes cartographiques – Carte 5 : Réservoirs de biodiversité du SRCE</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLUi comprend : 19 ZNIEFF de type 1 et 5 ZNIEFF de type 2. La commune de Douvaine est concernée par :</p>

Annexe II

			<ul style="list-style-type: none"> - une ZNIEFF de type II : Zones humides et boisements du genevois n°820031792 - une ZNIEFF de type I : Prairies humides de Marival n°820031796 <p>Aucune ZICO n'est présente sur la commune.</p> <p>Cf Annexes cartographiques – Carte 6 : Zonage ZNIEFF</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLUi compte 11 ENS. Aucun ENS n'est présent sur la commune de Douvaine.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLUi compte 4 sites APPB. Aucun APPB, espace d'intérêt géologique ou de zone prioritaire pour la biodiversité n'est présent sur la commune de Douvaine
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLUi compte de nombreux EBC. La commune de Douvaine est concernée par des EBC.
Autres protections	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Une Association Communale de Chasse Agréée (ACCA) est présente sur la commune : ACCA de Douvaine.</p> <p>Deux Zones de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA) sont présentes sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cimetière du Néolithique à l'époque médiévale, l'église et le prieuré, le château médiéval de Torches - le territoire fréquenté par les populations anciennes depuis le Néolithique

**Cf Annexes cartographiques –
Carte 7 : Autres zonages et
protections**

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas concernée par la loi montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas concernée par la loi littoral.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans un PPRt.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans un PPRn. Les aléas observés sur la commune ne concernent pas la zone de projet. Cf Annexes cartographiques – Carte 8 : Carte des aléas naturels de Douvaine
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas concernée par des servitudes ICPE.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas concernée par des servitudes sur des terrains pollués.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans un PPRm.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune autre protection n'est présente sur le site de projet.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
--	-----	-----	-------------------------------

Annexe II

D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans un site Natura 2000. Le site Natura 2000 le plus proche (530 m) du projet est celui du « Marais de Chilly et de Marival » (FR8201724 – ZSC) Cf Annexes cartographiques – Carte 1 : Zonages Natura 2000
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans un cœur de parc national.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans une réserve naturelle.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur de projet n'est pas situé au sein du site inscrit ou classé. Le site inscrit le plus proche se situe à 100m du projet. Il s'agit du château de troches et son parc. Cf Annexes cartographiques – Carte 2 : Sites inscrits et classés
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas située dans un site patrimonial remarquable.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La zone de projet est située dans les abords (500m) des monuments historiques. Il s'agit de l'ensemble urbain Häusermann-Costy. Cf Annexes cartographiques – Carte 3 : Monuments historiques et périmètres associés
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas située dans une zone humide. La zone humide la plus proche se situe à 550m au sud du projet. Cf Annexes cartographiques – Carte 4 : Zones humides
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'après le SRADDET, aucun réservoir de biodiversité ni corridor

l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)			écologique n'est localisé dans la zone de projet. Le réservoir de biodiversité le plus proche se situe à 550m au sud de la zone d'étude. Cf Annexes cartographiques – Carte 5 : Réservoirs de biodiversité du SRCE
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site de projet n'est pas concerné par des ZNIEFF de type I et II. La ZNIEFF la plus proche (ZNIEFF de type I : zones humides et boisements du genevois) se situe à 600m de la zone d'étude. Cf Annexes cartographiques – Carte 6 : Zonage ZNIEFF
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun espace naturel sensible ne se trouve dans la zone d'étude et à proximité.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans un APPB. Le plus proche se trouve à environ 4km du projet. Il s'agit du marais de Fully.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas concernée par un EBC. Aucun EBC n'est présent à proximité du site.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non (le site le plus proche est le hameau de Chilly)
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non
Autres protections	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site de projet est concerné par une Association Communale de Chasse Agréée (ACCA) : ACCA de Douvaine.

		Et par une Zone de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA) : le territoire fréquenté par les populations anciennes depuis le Néolithique Cf Annexes cartographiques – Carte 7 : Autres zonages et protections
--	--	--

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, précisez :

La RD1206 est concernée par un arrêté de classement sonore, catégorie 3, affectant une bande 100 m. Le site projet se situe en limite du périmètre impacté. Seule une partie de la gare routière se situe à l'intérieur du périmètre.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Octobre 2023

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Consultation des PPA et AE

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui (enquête publique physique et dématérialisée)

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles
RAS
- autre, préciser les modalités
RAS

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Monsieur Thomas LAROCHE

Responsable service urbanisme Thonon Agglomération

Fait à	BALLAISON	le,	02 octobre 2023
	Thomas LAROCHE		Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Qualité	Responsable Service Urbanisme Thonon Agglomération		




Signature

